Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Juin 2013 : N°14)

« Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention

administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer ‘Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) »

« Nés libres, nous le resterons »

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes

Juin 2013 : N°14

Solidarité avec les prisonniers jordaniens en grève de la faim

Un mois déjà ! Ils sont 28 prisonniers de nationalité jordanienne (mais Palestiniens pour la plupart) à mener la grève de la faim dans les prisons sionistes, réclamant des visites médicales de la part des autorités jordaniennes et l’attention de ces autorités jordaniennes sur leur sort, ainsi que des visites familiales régulières et les prisonniers jordaniens réclament l’intervention des autorités jordaniennes pour les faire libérer. La lettre envoyée par les prisonniers au gouvernement jordanien dénonce leur abandon et les tentatives des autorités jordaniennes de supprimer leur carte d’identité, pour éviter de les compter parmi les sujets de « Sa Royauté » ainsi que la clôture du dossier des 29 prisonniers jordaniens disparus dans les prisons de l’occupation, qui faisaient partie des forces armées jordaniennes.

Trois des prisonniers en grève ont été récemment déplacés vers la prison de Ramleh. Hamzé Dabbas, à partir de la prison du Naqab, Mohammad Rimawi et Alaa Hammad de la prison de Remon. Ils se trouvent à présent dans une seule cellule dans la prison de Ramleh et ce qui tient lieu d’hôpital. Ils ont rejoint le prisonnier Abdallah Barghouty, dirigeant dans les Brigades d’al-Qassam. Abdallah Barghouty avait déjà entamé la grève de la faim il y a un an, pour dénoncer son isolement. Il

est vrai que son isolement a pris fin, mais il avait été transféré à la prison de Gilboa où il fut maintes fois battu. A présent, il se trouve dans la prison de Ramleh, après que son état de santé se soit détérioré.

Les parents des prisonniers jordaniens ont manifesté à Amman, devant les sièges du pouvoir, mais les autorités jordaniennes font la sourde oreille et ne veulent pas prendre en main ce dossier qu'elles jugent « problématique », puisque la Jordanie a signé des « accords de paix » avec l'Etat sioniste. Les familles des prisonniers jordaniens détenus dans les prisons sionistes dénoncent le silence jordanien et réclament un soutien plus vaste pour faire plier les autorités jordaniennes. Certains prisonniers, comme Mounir Mar'î , condamné à 5 perpétuités, sont en prison depuis plus de dix ans. La Jordanie n'a fait aucun geste, ni pour améliorer leurs conditions de détention, ni pour envoyer une équipe médicale, comme le réclament les prisonniers, ni pour faciliter les visites familiales.

De leur côté, les autorités de l'occupation font pression sur les prisonniers grévistes pour les amener à cesser leur mouvement, en leur proposant des visites et des soin médicaux, ce que les prisonniers ont refusé, car ils veulent l'intervention de la Jordanie.

Vendredi 31 mai, des milliers de Jordaniens ont défilé dans les rues de Amman réclamant l'attention des autorités jordaniennes sur le sort des prisonniers jordaniens détenus dans les prisons de l'occupation. Les manifestants ont levé les portraits des prisonniers grévistes de la faim et réclamé leur libération immédiate. Plusieurs manifestations se sont déroulées à Amman pendant le mois de mai, dont celles organisées par le « comité de lutte contre le sionisme et la normalisation » toutes les semaines devant l'ambassade sioniste, et qui réclament par ailleurs la fermeture de l'ambassade et l'expulsion de l'ambassadeur. Les forces de l'occupation et les autorités jordaniennes espèrent que le

mouvement prenne fin. Mais les prisonniers ont déclaré vouloir poursuivre leur mouvement, jusqu'au martyre, s'il le faut.

1 – Abolir la détention « administrative »

Ayman Hamdan est toujours en grève de la faim pour réclamer sa libération, depuis le 27 avril dernier. Il refuse sa détention « administrative ». Il a été transféré à la prison de Ramleh pour être soi-disant suivi médicalement, après la détention de son état de santé.

Le prisonnier Ayman Abu Daoud poursuit la grève de la faim pour protester contre son arrestation après qu'il ait été libéré en octobre 2011 dans le cadre de l'échange des prisonniers. Le prisonnier Imad Batran est en grève de la faim, ainsi que les prisonniers Adel Hraybat et Ayman Btaich, contre leur détention « administrative ». Le prisonnier Samer al-Barq a repris la grève de la faim, qu'il avait arrêtée, suite à la promesse des autorités de l'occupation de le libérer, mais celles-ci ont renié leur engagement. Le prisonnier Iyyad Abu Khdayr a entamé la grève de la faim, lorsque les forces de l'occupation ont refusé sa libération, à la fin de la période fixée pour sa détention. Les autorités de l'occupation lui ont proposé le bannissement vers un pays européen, ce qu'il a refusé.

La détention « administrative » est une forme de torture morale, quand elle n'est pas accompagnée de séances de torture physique, lorsque le militant arrêté est « interrogé » par les services de renseignements de l'occupant. La pratique de la détention « administrative » a été inaugurée par l'occupant britannique en Palestine, lorsqu'il s'est retrouvé face à des révoltes populaires réclamant son départ et la fin de sa politique favorable aux colons sionistes. La détention « administrative » fut intense lors de la première intifada en 1987 puis pendant l'Intifada al-Aqsa, c'est-à-dire lorsque l'occupant commence à craindre le soulèvement et la révolte populaires. Cette pratique s'appuie sur l'état d'exception,

régime sous lequel vivent les territoires occupés en 1967.

Les victimes de la détention « administrative » ne sont pas les combattants armés, mais plutôt tous ceux qui militent par leurs écrits, leurs dessins, leurs études, par leur participation aux manifestations et actions contre l'occupation. Malgré cela, la « communauté internationale » refuse de faire pression sur l'occupant pour qu'il arrête cette pratique barbare. La communauté internationale dévoile encore une fois son visage hypocrite et son alignement aux côtés de l'occupation et de la colonisation sionistes.

Thaer Halahla, détenu « administratif » libéré suite à une longue grève de la faim, a de nouveau été arrêté, parce qu'il a mené la campagne pour la libération des prisonniers et en soutien aux prisonniers grévistes. Sa présence à Ramallah a été jugée insupportable par l'occupant. L'arrestation d'un cadre dirigeant du Jihad islamique en Cisjordanie, le 29 mai, sheikh Sa'îd Nakhlé, dans le camp al-Jalazoun, est une réponse à la participation de ce dernier au soutien actif à la lutte menée par ses frères de combat, Tareq Qaadan et Ja'far Izzidine, libérés après une longue grève de la faim contre leur détention « administrative ». Pour l'occupant, le simple fait d'afficher sa solidarité et d'agir en soutien à la lutte des prisonniers est un crime et notamment dans la zone de Ramallah, que l'occupant considère comme une « ligne rouge ». C'est ce qu'a d'ailleurs noté sheikh Khodr Adnan, ancien prisonnier « administratif » ayant déclenché la lutte des prisonniers par la grève de la faim : « exercer une activité politique de résistance dans la ville de Ramallah est jugé par l'occupant une ligne rouge qu'il ne peut accepter ». Mais l'arrestation du cadre dirigeant du mouvement du Jihad islamique signifie également que la récente lutte des prisonniers, déclenchée depuis plus d'un an et demi maintenant, par la grève de sheikh Khodr Adnane, gêne l'occupant, qui essaie coûte que coûte de mettre fin à cette lutte, en proposant des « solutions » et en réprimant les

actions de solidarité. Mais ce que l'occupant n'a pas prévu, c'est que lorsque des prisonniers sont libérés, d'autres prennent la relève, même s'ils ne sont pas des détenus « administratifs », comme c'est le cas pour les prisonniers jordaniens.

Malgré les écrits et les déclarations de quelques personnalités politiques, qui ont remis en cause le mouvement de grève de la faim « individuel » jugeant qu'il épuisait les prisonniers, ce mouvement s'étend, et les prisonniers, las d'attendre l'unanimité à cause de la division interne palestinienne, qui empêche tout mouvement collectif, entrent dans le mouvement, à tour de rôle, ce qui gêne l'occupant qui transfère les prisonniers d'une prison à l'autre, pour isoler les plus « dangereux », et qui lance ses troupes de répression contre les prisonniers, par vengeance contre un mouvement qu'il ne sait pas par quel bout prendre, et avec qui négocier.

Mais c'est surtout l'élan de solidarité dans les régions palestiniennes qui inquiète l'occupant car, bien qu'il ait chuté depuis la promesse de libération de Samer Issawi, il sait que ce mouvement, faible à l'instant, risque de s'étendre et de prendre des formes offensives, à tout moment. La lutte pour la libération des prisonniers palestiniens, surtout les malades d'entre eux, l'abolition de la détention administrative, est bel et bien entamée, en soutien à un mouvement de grève qui ne cesse de s'étendre, d'autant plus que les arrestations et détentions ont touché près d'un million de Palestiniens.

Que tous les moyens soient utilisés pour populariser la lutte des prisonniers dans les geôles de l'occupation sioniste ! Leur libération et l'abolition de cette forme barbare de répression sont des pas en avant vers la libération de la Palestine.

2 – Libérer les prisonniers malades

La dégradation de l'état de santé des prisonniers est devenue une politique intentionnelle de l'occupation. Depuis plusieurs mois, et notamment depuis la lutte des prisonniers détenus « administratifs » et leur victoire contre l'occupant, celui-ci se venge sur les prisonniers malades mais aussi sur tous les prisonniers, en refusant d'améliorer les conditions de détention. Les organisations internationales agissant pour les droits de l'homme sont les premières responsables de cette situation, mais également l'ONU et ses officines, qui n'exercent aucune pression sur l'occupant, qui refusent d'aborder cette question dans les tribunes internationales, agissant avec l'Etat colonial comme leur « enfant chéri » et justifiant, par-là, toutes ses pratiques criminelles.

Le résistant Thaer Halahla (33 ans), prisonnier libéré puis à nouveau arrêté en avril dernier, a été atteint d'hépatite virale B suite à des soins dentaires menés en prison. La responsabilité de l'occupant est évidente, mais pourtant, il a essayé de faire croire que le résistant Thaer a été atteint lors de sa courte période de liberté. L'état de santé du résistant s'est nettement dégradée, d'autant plus qu'il avait été libéré il y a environ un an, après 78 jours de grève de la faim. La famille du résistant est très inquiète et réclame sa libération immédiate afin qu'il soit soigné hors de prison. Mais l'occupant refuse, et il a même reporté la date de son « jugement », en renouvelant la période d'attente.

Le prisonnier résistant Mansour Mowqada , détenu dans la prison de Ramleh, n'a toujours pas subi les examens que nécessite la détérioration de son état de santé. Il attend depuis plus de deux mois que l'équipe soi-disant médicale des sionistes examine la tumeur apparue sur son cou.

Le prisonnier Murad Abu M'aylek condamné à 22 ans de détention, est gravement malade. Le ministère chargé des prisonniers à Gaza réclame sa libération immédiate. Arrêté depuis 2006, le résistant Murad a subi la torture lors de l'interrogatoire, entraînant la détérioration de son état de

santé.

7 prisonniers souffrant de maladies chroniques ont décidé d'entamer la grève de la faim début juin en protestation de la négligence médicale menée sciemment par les autorités carcérales sionistes.

C'est au tour des prisonniers malades détenus dans la prison de Ramleh de protester en refusant les repas servis par l'administration pénitentiaire. Ils ont protesté contre l'absence d'un médecin dans ce qui tient lieu d'hôpital.

3 – Libération

L'occupation a déclaré vouloir étudier une liste comprenant les noms de 120 prisonniers palestiniens détenus avant les accords d'Oslo, en vue de les libérer, comme mesure pour activer les négociations avec l'AP. La demande a été faite par Kerry, le ministre des AE américain, qui souhaite la reprise des négociations, sans que les sionistes n'arrêtent la colonisation : une pression supplémentaire sur l'Autorité palestinienne. Cependant, l'AP de Ramallah n'hésite pas à montrer sa bonne volonté envers l'occupant, puisqu'elle continue à arrêter les militants et combattants de la résistance. De plus, au sommet économique de Amman, qui s'est tenu fin mai, le président Abbas a déclaré avoir rendu à l'occupant plusieurs de ses soldats qui s'étaient aventurés en Cisjordanie « avec tous les honneurs possibles » !!

Etudiant à l'université an-Najah de Naplouse, Yasser Manna' a été libéré après avoir été détenu pendant 7 mois.

Mohammad Najjar, de la ville d'al-Khalil, qui avait entamé une grève de la faim protestant contre la détention « administrative », a été libéré après 7 mois de détention, sur dossier « secret » du Shabak.

Après sept ans de détention, le résistant prisonnier Mas'oud Khalouf (29 ans), de la région de Jénine, a été libéré. Il a

demandé, dès sa libération, d'agir pour la libération du prisonnier malade Na'im Khodr, condamné à 9 ans de prison, qui souffre d'un cancer.

Le prisonnier libéré Ayman Sharawneh, qui avait entamé une très longue grève de la faim pour réclamer sa liberté, et qui avait été « éloigné » vers Gaza, a décidé de rejoindre la résistance palestinienne pour kidnapper des soldats sionistes et les échanger contre les prisonniers.

4 – Statistiques

Au cours du mois de mai 2013, l'occupant a émis 50 ordres de détention administrative contre les Palestiniens. Ce chiffre signifie que la révolte des Palestiniens contre l'occupation et les services de l'AP qui la secondent, est en progression. Selon le club des prisonniers, les autorités de l'occupation ont renouvelé la détention de 6 mois pour 30 prisonniers, et de 4 mois pour 15 prisonniers, et 3 mois pour 5 prisonniers. Depuis le début de cette année, 95 Palestiniens de la région d'al-Khalil ont été arrêtés et placés en détention « administrative ».

370 Palestiniens ont été arrêtés au cours du mois de mai, dont 9 femmes et 85 enfants. C'est surtout dans la ville d'al-Qods, qui assiste à l'éclatement d'une révolte de sa jeunesse, que la répression sioniste a été la plus forte, avec 105 Palestiniens arrêtés. Parmi les 370 Palestiniens arrêtés, 30 sont des prisonniers libérés, 6 sont de Gaza, 2 sont journalistes (Mohammad al-Atrash et Uday Harbiyat. Parmi les enfants arrêtés, certains sont âgés de dix ans et l'enfant Khaled Dweik n'a que 9 ans et Umru Dweik, juste 7 ans, dans la ville d'al-Qods.

L'occupation a enlevé 9 femmes, dont Zulaikha Muhtaseb, 52 ans, dans la ville d'al-Khalil, Umayma Qara'in, 44 ans et sa fille Alaa, 20 ans, dans Jabal al-Mukabber dans al-Quds, qui ne furent libérées que 6 heures après.

5 – condamnations

La prisonnière Alaa Issa Jubaa (19 ans) de la ville d'al-Khalil a été condamnée à 27 mois de prison et le paiement de 3000 shekels. La militante Alaa a été arrêtée le 12 juillet 2011, et détenue dans la prison de Hasharon, après avoir été interrogée.

17 prisonnières sont détenues dans la prison de Hasharon, la plupart n'ayant pas été condamnées. La politique répressive de l'Etat sioniste consiste à allonger autant que possible la détention avant la condamnation, pour empêcher les prisonniers de voir leurs familles.

L'occupation a reporté le jugement des prisonnières Mouna Qaa'dan (plus d'un mois) et Nawal Saadi (quelques jours), membres du mouvement du Jihad islamique. L'occupation avait libéré sheikh Bassam Saadi, époux de Nawal Saadi, détenu « administratif » après plusieurs années de détention, il y a plus de deux mois, et libéré également Tareq Qaadan, le frère de Mouna Qaadan, suite à la grève de la faim qu'il avait menée pour exiger sa libération, il y a un mois.

L'oncle du martyr Yahya Ayyash, dirigeant des Brigades al-Qassam, âgé de 61 ans, Hajj 'Ata Ayyash, a été condamné à 4 mois de prison et à une amende de 30.000 shekels pour avoir « apporté de l'aide à une organisation ennemie ». Simple vengeance envers homme âgé, solide comme un roc dans sa foi et sa détermination à combattre l'occupation.

6– Solidarité

Des manifestations et sit-ins en Jordanie en soutien aux prisonniers jordaniens détenus dans les prisons de l'occupant. Le silence des autorités jordaniennes envers la cause des prisonniers tourne déjà à la crise politique, alors que le soutien populaire dû à la fermeté des résistants prisonniers devient de plus en plus massif.

En Palestine, une manifestation à Saïda, dans la province de Tulkarm, a eu lieu en solidarité avec les prisonniers malades, pour réclamer leur libération. Plusieurs sit-ins ont lieu régulièrement à Gaza et à Ramallah et Bethlehem en solidarité avec les prisonniers grévistes de la faim et tous les prisonniers.